

DIRECTION  
de la  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAUX C2 - C3 - D3  
et Service des Etudes

Numéros dans les séries spéciales  
118 TM 16 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

## EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

### ACTE D'ACQUISITION AMIABLE

Dispense de notification au propriétaire exproprié lorsque le prix de l'immeuble  
n'excède pas 500 000 francs.

### DOCUMENT A ANNOTER :

- Nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat V - immeubles.
- Circulaire 1537 du 24 juin 1955 (B.S.T. 62 G).

Par circulaire 1537 du 24 juin 1955 (B.S.T. 62 G) les comptables ont été informés des conditions d'application des dispositions du décret n° 55-630 du 20 mai 1955 relatif au règlement du prix des acquisitions immobilières réalisées à l'amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui en dépendent.

Il est précisé au paragraphe VI de cette circulaire que malgré la dispense, prévue par les articles 3 et 6 du décret susvisé, de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 19 du décret-loi du 8 août 1935 modifié relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, la notification de l'acte de cession ou de l'ordonnance d'expropriation doit être effectuée comme par le passé, quel que soit le montant de l'indemnité allouée.

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS	SIA	TGP
P	TGA	RFA	BA	EPA	EPI	ACT	PA	UF
CCM	ASR	HLM	VIL	RIC	TCE	ASA		

Tenant compte de l'objet de cette notification et des dispositions tant du décret-loi du 8 août 1935 que du décret n° 55-630 du 20 mai 1955 le Département a admis la suppression de la formalité de la notification de l'acte d'acquisition dans le cas particulier d'une cession amiable portant à la fois sur la cession et sur le prix, lorsque ce dernier n'excède pas 500 000 francs et que le propriétaire a dénoncé, dans l'acte de cession, l'existence ou l'absence de titulaires de droits réels et personnels sur l'immeuble exproprié.

Par lettre commune n° L/C 9 M du 9 juin 1958, dont le texte figure en annexe à la présente instruction, les Ministres et Secrétaires d'Etat ont été informés de cette position dont les comptables tiendront compte à l'occasion de l'examen des titres de paiement soumis à leur visa.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique et par Délégation,

*Le Chef de Service :*

R. VERON.

---

MINISTÈRE DES FINANCES

Service du Contentieux  
et de  
l'Agence Judiciaire du Trésor  
Etudes Juridiques  
N° 56

DIRECTION  
de la  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Bureau C 3  
N° L/C 9 M

ANNEXE  
à l'instruction n° 58-137 B1-M-O  
du 11 juillet 1958.

Paris, le 9 juin 1958.

LE MINISTRE DES FINANCES

A MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

**Objet : Expropriation pour cause d'utilité publique. Acte d'acquisition amiable.  
Dispense de notification au propriétaire exproprié lorsque le prix de l'immeuble  
n'excède pas 500.000 francs.**

Par lettre-collective n° 818 C 3 L/C 3297 du 16 juin 1955, l'un de mes prédécesseurs a commenté les dispositions du décret n° 55-630 du 20 mai 1955 relatif au règlement du prix des acquisitions immobilières réalisées à l'amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui en dépendent.

L'application de ce texte appelle toutefois des précisions complémentaires en ce qui concerne la procédure à suivre dans le cas particulier de conventions amiables passées entre l'Administration et les propriétaires au cours d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Tel est l'objet de la présente lettre-commune.

Tout d'abord, il est rappelé que parmi les formalités prévues par l'article 19 du décret-loi du 8 août 1935 modifié relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, dont les dispositions sont également applicables, selon l'article 23 du même texte, aux conventions amiables passées entre l'Administration et les propriétaires, figure la notification aux parties intéressées, c'est-à-dire aux propriétaires, de l'acte d'acquisition amiable. A cette notification, il convient d'ajouter celle de l'« ordonnance de donné acte » — qui est le complément de l'acte d'acquisition — rendue à la requête de l'Administration par application de l'article 18 du décret-loi du 8 août 1935 lorsque la convention ne porte que sur la cession de l'immeuble exproprié, dans le cas de désaccord entre la collectivité expropriante et le propriétaire sur le montant du prix.

Ces notifications ont pour objet essentiel de fixer le point de départ :

- a) Du délai de recours en cassation contre l'« ordonnance de donné acte » ;
- b) Du délai imparti au propriétaire exproprié, par l'article 25 du décret-loi du 8 août 1935 susvisé, pour déclarer à l'Administration les titulaires de droits réels ou personnels sur cet immeuble ;
- c) Du délai ouvert au propriétaire par les articles 27 et 29 du même décret-loi pour présenter un mémoire sur le montant de l'indemnité d'éviction sollicitée.



Il s'ensuit que même dans l'hypothèse où la collectivité expropriante entendrait se prévaloir des dispositions de l'article 3 du décret du 20 mai 1955 susvisé selon lesquelles l'Administration peut, nonobstant toute disposition législative contraire et sous réserve du droit des tiers, payer sans accomplir les formalités prévues, notamment à l'article 19 du décret-loi du 8 août 1935 modifié, les indemnités dont le montant n'excède pas 500.000 francs, elle ne peut se dispenser de la formalité de la notification de la convention amiable dès lors que cette dernière ne contient pas une déclaration du propriétaire relative à l'existence ou à l'absence de titulaires de droits réels ou personnels sur l'immeuble. Il en est de même de la notification de l'ordonnance de donné acte, quel que soit le montant de l'indemnité, si la convention amiable ne porte que sur la cession.

La première des notifications susvisées peut paraître excessive dans l'hypothèse d'une convention amiable signée par le propriétaire, dont il a par conséquent connaissance et dans laquelle, au surplus, il a dénoncé lui-même ou à la demande de l'Administration expropriante, les titulaires de droits réels ou personnels, ou précisé qu'il n'existe pas, à sa connaissance, de telles personnes intéressées.

Cependant, en l'état actuel de la rédaction de l'article 19 du décret-loi du 8 août 1935, l'Administration expropriante ne peut se dispenser, même lorsque les conditions susvisées sont réunies, de cette notification en ce qui concerne les acquisitions amiables faites sous le régime de l'expropriation, d'un montant excédant 500.000 francs. En revanche, l'accomplissement de cette formalité peut être supprimée dans le cas d'acquisitions amiables d'un montant n'excédant pas 500.000 francs lorsque l'acte d'acquisition correspondant mentionne soit les titulaires de droits réels ou personnels, soit l'absence de tels titulaires.

Quoi qu'il en soit et pour permettre d'alléger, dans toute la mesure du possible, les formalités relatives aux acquisitions immobilières, il ne peut être que recommandé, dans tous les cas où l'Administration procède à une acquisition amiable au cours d'une procédure d'expropriation, d'inviter les propriétaires à dénoncer dans l'acte l'existence ou l'absence de titulaires de droits réels ou personnels sur l'immeuble exproprié.

Je vous prie de bien vouloir porter les termes de la présente lettre à la connaissance des différents services, organismes ou collectivités relevant de votre autorité ou placés sous votre contrôle.

Pour le Ministre et par délégation,  
*Le Directeur de la Comptabilité Publique :*  
MARTIAL-SIMON.

DIFFUSION  
G  
triple